

Au sommaire

Près de 11 000 réfugiés burundais rapatriés de Tanzanie p.1

Protection p.2

Identification des besoins humanitaires et préparation du plan de réponse 2018 p.2

Évaluations par le secteur santé p.3

Près de 800 maisons endommagées par les récentes pluies diluviennes p.3

Analyse des risques p.4

Financements humanitaires p.4

POINTS SAILLANTS

- Environ 11 000 réfugiés burundais ont été rapatriés
- L'exercice HNO/HRP s'est tenu à Bujumbura

CHIFFRES CLES

Pop. dans le besoin	3 millions⁽¹⁾		
	H ⁽⁶⁾	F	E
	1,0M	0,8M	1,2M
Population ciblée	1 million⁽¹⁾		
	H	F	E
	0,3M	0,3M	0,4M
PDI	187 626⁽²⁾		
	H: 90k	F: 108k	
Réfugiés congolais	61 427⁽³⁾		
	H: n/a	F: n/a	
Réfugiés burundais	429 593⁽⁴⁾		
	H: 209k	F: 198k	
Pers. en insécurité alimentaire	2,6 millions⁽⁵⁾		
	IPC 3	2,1 M	
	IPC 4	0,5 M	

FINANCEMENTS

73,7 millions
requis pour le HRP (US\$)

43,0 millions
contributions dans le HRP

11,1 millions
contributions hors HRP

(1) HRP 2017

(2) OIM, Tableau de bord de la DTM

(3) UNHCR, Information Sharing Portal à la date du 30 avril, 2017

(4) UNHCR, Information Sharing Portal à la date du 12 décembre 2017

(5) Rapport de l'IPC aiguë, juillet 2017

(6) H = hommes adultes ; F = femmes adultes ; E = enfants (filles et garçons)



Les réfugiés rentrant de la Tanzanie tout souriant dans le bus du UNHCR (Bernard Ntwari, UNHCR Burundi)

Près de 11 000 réfugiés burundais ont été rapatriés

Un peu plus de 85% des réfugiés burundais sur les 12 900 prévus d'ici fin décembre 2017 sont rentrés volontairement sous la facilitation du UNHCR et de ses partenaires, depuis le 07 septembre dernier. Dans le cadre de ce processus, le gouvernement Burundais, à travers la Direction Générale du Rapatriement a facilité la documentation de ceux qui n'avaient plus leurs pièces d'identité. Les partenaires humanitaires IRC, Caritas, UNFPA, GVC, l'UNICEF, le PAM et la FAO ont assisté les rapatriés en facilitant la protection, l'accès aux services de base tels que des soins de santé, d'eau, hygiène et assainissement ainsi que l'octroi d'une petite dotation financière et une assistance alimentaire. Ainsi, le PAM, en partenariat avec le UNHCR, Caritas et IRC, a fourni un total de 315,2MT de vivres qui ont été distribuées à 8 180 rapatriés qui sont passés par les sites de Nyabitare, Gitara et Songoré en octobre et novembre 2017. Ce paquet alimentaire couvre une période de 3 mois qui les aidera à atteindre les premières récoltes dans leurs zones de retour. Les rapatriés ont également reçu un repas chaud aux centres de transit.



Réfugiés Burundais embarquant pour le retour volontaire facilité (UNHCR)

Des appuis multiformes à ces rapatriés dans les zones de retour restent nécessaires. Plus de 65% des rapatriés femmes sont chefs de ménages et près de 56% sont des enfants mineurs dont 8% sont non-accompagnés ou séparés. Parmi eux, il y a des personnes avec des besoins spécifiques, notamment 8% vivant avec un handicap et 11% dont les conditions médicales sont sérieuses et nécessitent un suivi médical dans les zones de retour. Le niveau de vulnérabilité des rapatriés est important et risque de se détériorer davantage si des actions de support à la réintégration ne sont pas entreprises rapidement.

La FAO et ses partenaires, dans le cadre du « Projet de renforcement de la résilience des ménages en insécurité alimentaire aiguë et chronique dans les provinces de Cankuzo, Ruyigi et Bubanza » financé par DFID, ont appuyé 6 000 ménages vulnérables (dont des retournés spontanés) en intrants agricoles de qualité (semences de maïs, haricot, houes, cordes de patate douce et semences maraichères) à travers l'organisation de foires. En étroite collaboration avec l'UNHCR, la FAO compte appuyer un maximum de 1 000 ménages en intrants agricoles dans leurs communes d'intervention en vue de préparer la saison 2018B.

Protection

Protection de l'enfant

Au cours de la période, **environ 20 000 enfants vulnérables (dont près de 7 000 filles), y compris des enfants déplacés, séparés et non accompagnés, retournés et rapatriés** ont bénéficié d'activités récréatives, d'accès à la documentation, du soutien psychosocial ainsi que l'accès aux services de référence des cas critiques pour une prise en charge appropriée. 321 filles et 68 garçons ont pu réintégrer l'école tandis que 341 filles et 902 garçons ont eu accès aux opportunités de réintégration socio-économique. Dans la même période, 20 329 enfants non enregistrés à la naissance ont été identifiés et ont reçu leur acte de naissance des instances administratives du Ministère de l'Intérieur, grâce au plaidoyer des espaces dédiés au bien-être des enfants. Les membres du sous-secteur de la Protection de l'enfance ont maintenu leur appui à la protection à base communautaire des enfants vulnérables au travers de 60 espaces amis des enfants dont 51 soutenus par l'UNICEF dans Bujumbura Mairie, Bujumbura rural, Cibitoke, Rumonge et Makamba.

Au regard de la campagne d'arrestations en cours qui vise les mendiants, les vendeurs ambulants et inclue les enfants en situation de rue dans les centres urbains principalement, les partenaires impliqués dans la protection et appuyés par l'Unicef et le UNHCR ont entrepris des plaidoyers et se sont mobilisés pour préparer un plan de contingence de protection des enfants et s'assurer qu'ils sont traités dans de bonnes conditions lors de cette opération.

Dignité

Protection de la dignité de la femme et de l'adolescente : au total 1 668 femmes et filles rapatriées (à partir de l'âge de 12 ans) ont bénéficié des kits de dignité de l'UNFPA. En collaboration avec le gouvernement via le Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR), UNFPA a renforcé les capacités techniques de 15 prestataires de santé sur la prise en charge clinique des survivants des VBG dans la province de Ruyigi, l'une de provinces où il y a plus des rapatriés.

Violences Basées sur le Genre

Le sous-groupe sectoriel sur les violences basées sur le genre (SGS-GBV) a travaillé sur la mise à jour de la cartographie des fournisseurs de services de prévention et de réponse à ces violences, afin de faciliter le référencement éthique et sécurisé des survivants des VBG vers les services de prise en charge disponibles dans leurs zones de retour. Les organisations membres du sous-groupe sectoriels VBG poursuivent l'organisation des sessions de sensibilisation aux VBG, et à leurs conséquences et informent sur les services de prise en charge disponibles et l'importance de pouvoir y accéder à temps.

Le processus HNO et HRP 2018 est en cours au Burundi

Le cycle de programmation humanitaire au Burundi a commencé par un atelier sur l'Aperçu des Besoins Humanitaire (HNO) du 18 au 19 octobre qui a vu la participation de soixante participants de la communauté humanitaire du Burundi y compris les organisations non gouvernementales nationales et internationales et les services clés du gouvernement en charge des questions humanitaires. Les partenaires se sont réunis pour analyser ensemble l'état des lieux de la situation humanitaire au Burundi, évaluer tous les secteurs, et identifier les évolutions, afin d'établir ensemble les priorités d'intervention humanitaire. Par la suite, un deuxième atelier s'est tenu du 09 au 10 novembre, où les mêmes acteurs ont travaillé sur un plan de réponse humanitaire (HRP) pour faire face aux besoins identifiés.

De ces échanges est sorti un consensus sur la localisation des interventions humanitaires par secteur d'activité et l'évaluation du montant nécessaire pour répondre efficacement aux besoins des plus démunis. Au-delà des actions immédiates pour sauver des vies, les participants ont convenu d'intégrer des

Près de 1 668 femmes et filles rapatriées ont pu bénéficier de kits de dignité à leur retour au Burundi



Distribution de kits de dignité par IRC, à Ruyigi (UNFPA)

Chaque Kit contient les articles suivants : 1 seau de 20 litres, 3 slips (sous-vêtements), 10 pièces des serviettes hygiéniques et 5 morceaux de savons.

interventions de support pour l'accès aux services de base et de prévention des risques pour éviter que les personnes à risque ne tombent dans la vulnérabilité extrême. En outre, un soutien sera donné aux retours spontanés, déplacés internes et rapatriés.

Cette coordination intersectorielle et de l'équipe humanitaire a été facilitée par le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) conjointement avec la Plateforme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes et des différents ministères impliqués dans les activités humanitaires. Le document final sera lancé conjointement par le bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et le Gouvernement de la République du Burundi en début 2018 et présenté aux bailleurs et donateurs pour mobilisation des ressources nécessaires.



Atelier HNO 2018, à Bujumbura (OCHA)

Évaluations par le secteur santé

L'année 2017 a été marquée au Burundi par des épidémies de choléra et de paludisme. Les évaluations de la prise en charge de ces incidents dans les formations sanitaires des zones de retour des réfugiés et ailleurs ont mis en évidence des insuffisances dans la surveillance intégrée des maladies et riposte (SIMR). C'est ainsi qu'au mois d'octobre 2017, l'OMS en collaboration avec le Ministère de la santé ont formé 54 médecins responsables des provinces et districts sanitaires y compris ceux des zones de retour sur la SIMR. Cette formation permettra d'améliorer la qualité de la prise en charge des retournés et des populations hôtes.

Au courant du mois de novembre 2017, l'Organisation Mondiale de la Santé a appuyé le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida pour l'évaluation de la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI). Cette évaluation a été menée au niveau de 21 points d'entrée du pays, aux frontières avec les pays voisins. Cette évaluation a pris en compte également les formations sanitaires de l'aire où sont érigés les points d'entrée pour se rassurer de la qualité des soins offerts à la population bénéficiaire y compris les retournés qui y sont pris en charge.

Près de 800 maisons endommagées par les récentes pluies diluviennes

Des informations en provenance des partenaires dont les antennes régionales de la Croix Rouge Burundaise et la Plateforme Nationale de Prévention des Risques et de la Gestion des Catastrophes, font état de destructions d'habitations, d'infrastructures scolaires et religieuses ainsi que des cultures par la pluie dans plusieurs provinces du pays. Les provinces les plus touchées sont Bubanza, Kirundo, Rumonge et Muramvya. Les estimations s'élèvent à plus de 757 maisons endommagées dans les seules provinces de Rumonge, Muramvya et Kirundo et au moins 28 personnes qui



Habitations détruites suite aux pluies diluviennes dans la province de Bubanza (CRB)

seraient blessées dans ces incidents à Rumonge. Plusieurs hectares de champs de diverses cultures, souvent sur des collines entières comme dans la province de Muramvya ont été aussi rapportés. Les détails sur l'envergure des dégâts causés par les désastres naturels sont en cours de consolidation par les deux partenaires ci-haut cités.

ANALYSE DES RISQUES

HRP 2017

Personnes dans le besoin **3,0 M**
+173% par rapport à 2016

Personnes ciblées **1,0 M**
+150% par rapport à 2016

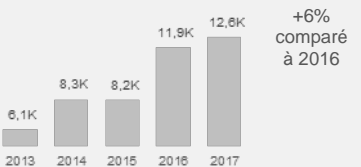
Sécurité alimentaire

Pers. en phase IPC 3 et 4 **2,6 M**
en besoin d'assistance humanitaire

Pers. en phase IPC 2 **7,1 M**
sous pression mais ne nécessitant pas une réponse humanitaire

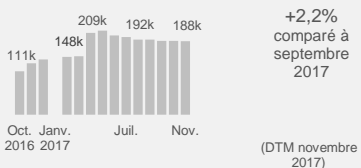
Malnutrition aigüe sévère

Admissions Janvier - Mars **12,6 k**
+6% comparé à 2016



Déplacements de population

Pers. déplacées internes **188 k**
+2,2% comparé à septembre 2017



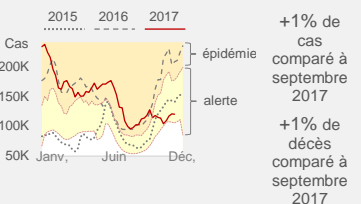
Réfugiés burundais **429 k**
-1% comparé à septembre 2017



Épidémie de paludisme (Nov. 2017)

Nombre de cas **451 k**

Nombre de décès **171**



Analyse des risques

Les fortes pluies actuelles et à venir peuvent provoquer de nouveaux déplacements des populations et détruire les cultures et les infrastructures dans plusieurs localités du pays empêchant les agriculteurs de s'occuper convenablement de leurs champs, ce qui pourraient les rendre davantage vulnérables.

La période de soudure qui s'annonce depuis le mois de décembre trouvera une partie de la population affectée par les récentes averses d'octobre et de novembre dans une situation de déplacement parce que leurs habitations ont été détruites. Parmi les cultures endommagées par les pluies, se trouvent en particulier celles des marais qui couvrent l'alimentation des ménages pendant la période de soudure.

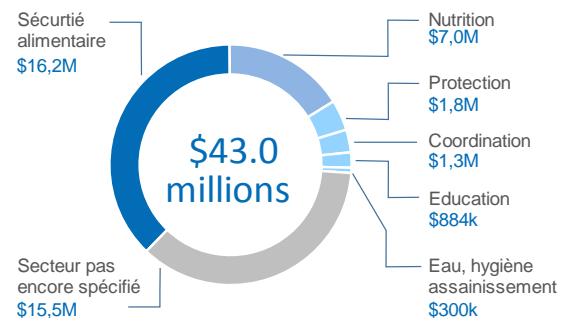
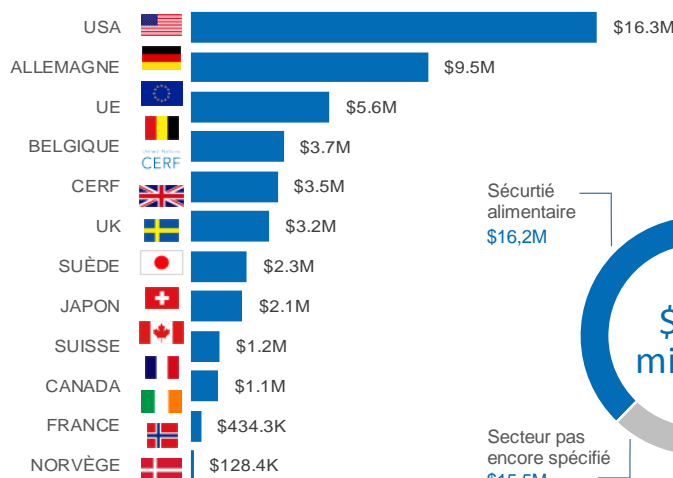
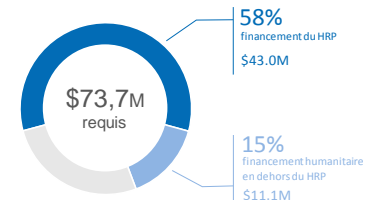
L'arrivée en nombre des rapatriés dans les communautés à faibles revenus et pendant la période de soudure constitue une charge additionnelle sur les communautés, les infrastructures et les services ; ce qui pourrait dans certains cas, occasionner des conflits sociaux surtout ceux liés aux propriétés foncières dans les zones d'accueil ou d'origine.

Financements humanitaires

Au 27 décembre, les financements enregistrés par Financial Tracking System (FTS) dans le cadre du Plan de réponse humanitaire (HRP) 2017 atteignent 43,0 millions d'USD, soit 58% du montant requis.

A ces contributions s'ajoutent un montant de 11,1 millions d'USD pour des activités humanitaires mises en œuvre en dehors du cadre du HRP.

Financement requis pour le HRP et contributions humanitaires



* Les contributions au plan de riposte malaria ne sont pas encore enregistrées sur FTS

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Isidore Nteturuye, Chargé de l'information publique, nteturuyei@un.org, Tel. (+257) 72 11 11 50
Salima Mokrani, Chef de bureau ai, mokranis@un.org, Tel. (+257) 72 11 11 57

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur :

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi> | www.unocha.org | www.reliefweb.int